

Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan : pétrole, conflits et transitions

La région MOANAP devrait continuer d'afficher une reprise économique modérée, en dépit de la chute des cours du pétrole, des conflits régionaux qui font rage et de l'incertitude persistante des transitions de l'après-Printemps arabe.

- Malgré la baisse marquée des cours du pétrole, le taux de croissance devrait, d'après les projections, se maintenir à 2,4 % en 2015 dans les pays exportateurs de pétrole, et l'inflation devrait être maîtrisée. Face à de grosses pertes de recettes pétrolières, la plupart des pays sont censés utiliser leurs réserves financières accumulées et les financements disponibles pour amortir quelque peu l'impact sur la croissance, tout en réduisant graduellement leurs dépenses budgétaires, de façon à pouvoir partager équitablement avec les générations futures la richesse pétrolière maintenant amoindrie et reconstituer les marges de manœuvre pour parer à la volatilité des cours du pétrole. Des messages explicites de la part des pouvoirs publics aideraient à réduire l'incertitude liée aux modalités de mise en œuvre des plans de rééquilibrage budgétaire à moyen terme.
- Dans les pays importateurs de pétrole, le rythme de la croissance devrait s'affermir, de 3 % en 2014 à 4 % en 2015, à la faveur du redressement progressif de la zone euro, de l'amélioration de la confiance interne et de politiques budgétaires et monétaires plus accommodantes. La baisse des cours pétroliers aide, encore que son impact sur la croissance à court terme ait été tempéré dans beaucoup de pays, du fait qu'elle n'ait pas été entièrement répercutée sur les prix à la pompe. En conséquence, l'amélioration tient surtout au redressement des comptes budgétaires et quasi-budgétaires et à la diminution des vulnérabilités extérieures, et non pas tant à l'affermissement de la croissance. La consolidation des récentes réformes des subventions aidera à pérenniser les acquis et, partant, à réduire les vulnérabilités budgétaires et extérieures dans les pays qui en ont besoin, et dans d'autres, à dégager une marge de manœuvre pour accroître les dépenses propices à la croissance.

Bien qu'en progression, les taux de croissance économique demeurent trop faibles pour faire reculer le chômage dans l'ensemble de la région, en particulier chez les jeunes. Pour que les perspectives économiques s'améliorent de manière durable et inclusive, il semble nécessaire d'engager des réformes structurelles sur plusieurs fronts.

Tableau 1. Croissance du PIB réel, 2014 et 2015

	Exportateurs de pétrole MOANAP	CCG	Exportateurs de pétrole hors CCG	Importateurs de pétrole MOANAP
2014	2,4	3,6	1,0	3,0
2015	2,4	3,4	1,2	4,0

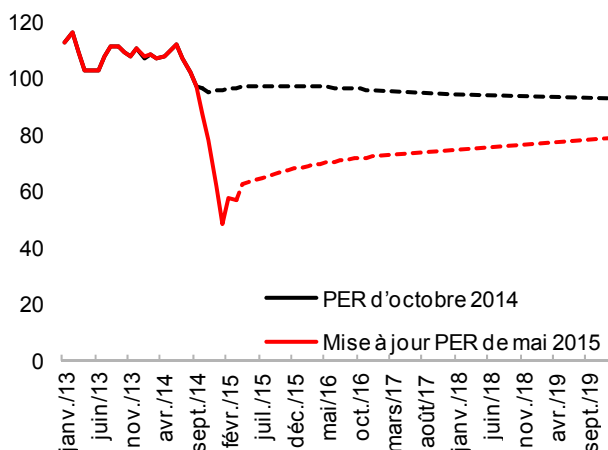


Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP

La baisse des cours du pétrole définit les perspectives économiques

Entre juillet 2014 et avril 2015, les cours du pétrole ont chuté de 50 %. Ils devraient désormais se situer à 58 dollars le baril en 2015, avant de se hisser progressivement à 74 dollars le baril à l'horizon 2020, en raison d'une diminution des investissements et de la production et du rebond de la demande de pétrole une fois que la reprise mondiale s'affermira. Fait important, une bonne part de la baisse devrait persister — les anticipations à moyen terme du marché ont été revues à la baisse de presque 20 % depuis octobre dernier (graphique 1).

Graphique 1.
Évolution des cours à terme du Brent
(Entre les PER d'octobre 2014 et la Mise à jour de mai 2015)



Source : calculs des services du FMI.

Les dépenses publiques et la production de pétrole en hausse soutiennent la croissance

La croissance des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP a été de 2,4 % en 2014, soit un peu plus qu'en 2013, principalement du fait de la reprise en Iran et d'un rétablissement de l'activité pétrolière en Arabie saoudite. Les projections donnent la croissance inchangée en 2015 avant une poussée à 3½ % en 2016, due à l'accélération de la production pétrolière en Iraq et en Libye. Bien que la baisse des cours ait réduit la marge de manœuvre de dépense des États, moteur de l'économie non pétrolière de ces

dernières années, son impact devrait être amorti de façon appropriée à l'aide des réserves financières éventuellement accumulées, tout en entreprenant progressivement l'ajustement budgétaire nécessaire sur le moyen terme. De ce fait, la croissance sera stable cette année, bien que 1½ point plus basse que prévu en octobre dernier.

- Dans les pays du CCG, on prévoit une croissance de 3,4 % en 2015, revue à la baisse de 1 point par rapport à octobre dernier, surtout à cause du ralentissement de la croissance du secteur non pétrolier du fait de la baisse des cours du pétrole. La prévision de croissance en Arabie saoudite s'établit maintenant à 3 % pour 2015, en repli de 1½ point par rapport à octobre dernier, encore que cette révision s'explique pour moitié par le changement d'année de base des statistiques de PIB réel.
- En dehors du CCG, la croissance a été revue en baisse de 2 points pour 2015, et se situera juste au-dessus de 1 %, car la production de pétrole continue à être entravée par les troubles sécuritaires (Libye, Yémen) et une conjoncture extérieure difficile (Iran). En Iraq, la croissance devrait atteindre 1¼ % en 2015 à la faveur de la reprise de l'économie pétrolière, bien que la situation sécuritaire et la stagnation des dépenses publiques continueront à peser sur l'activité non pétrolière.

Les tensions inflationnistes sont modérées

Les projections donnent l'inflation quasiment inchangée dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en 2015. Dans les pays du CCG, elle devrait diminuer de ½ point pour s'établir juste au-dessus de 2 % en raison du raffermissement des monnaies (rattachées au dollar) et de la baisse des prix alimentaires. La diminution des cours du pétrole n'aura sans doute pas d'incidence notable sur l'inflation, car les prix des carburants sont réglementés dans la plupart des pays. Dans les pays dont le taux de change est dirigé (Algérie, Iran), la dépréciation de la monnaie peut accroître les tensions inflationnistes, tout en stimulant les exportations non pétrolières.

Risques haussiers et baissiers

L'incertitude qui entoure les projections s'est accrue. Bien que les risques soient pour la plupart autant haussiers que baissiers, la balance penche encore à la baisse. L'actuelle surabondance de l'offre sur le marché mondial du pétrole incite à penser que le CCG pourrait avoir du mal à maintenir sa part de marché, ce qui pourrait peser à la baisse sur la production pétrolière. Les dépenses publiques et donc l'activité non pétrolière pourraient fléchir plus que prévu. En revanche, une remontée plus rapide des cours du pétrole stimulerait les dépenses publiques et la croissance de l'économie non pétrolière.

Globalement, le risque de volatilité des cours pétroliers a augmenté, au moins pour le court terme, à cause des interactions complexes entre la production de pétrole traditionnel et de pétrole de schiste et les risques géopolitiques. (Pour plus de détails sur l'évolution et les perspectives du marché pétrolier, voir *Marchés des produits de base — évolution et prévisions* dans l'édition d'avril 2015 des *Perspectives de l'économie mondiale*, sur le site www.imf.org).

Les conflits et les tensions géopolitiques amplifient les risques. La production pétrolière des pays touchés par un conflit (Libye, Iraq) peut créer la surprise en augmentant ou en diminuant. À la suite de la publication des paramètres fondamentaux d'un Plan d'action conjoint global entre l'Iran et le groupe P5 + 1 le 2 avril¹, les risques haussiers pour la production et les exportations en Iran se sont accrus.

La normalisation de la politique monétaire américaine devrait durcir les conditions financières et monétaires dans la région, en particulier dans les pays du CCG, encore que les effets ne se fassent en général sentir

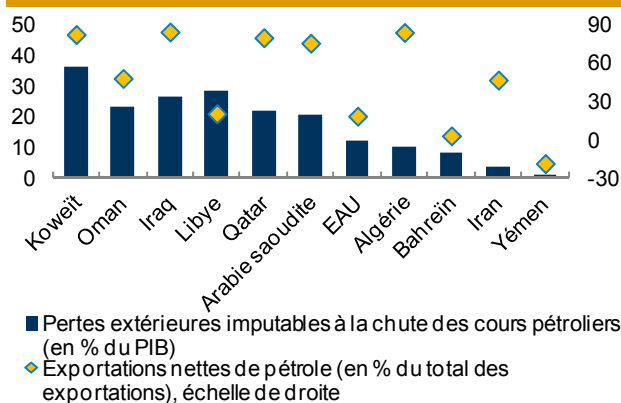
¹ Le groupe P5 + 1 est constitué des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, plus l'Allemagne. Les paramètres fondamentaux doivent servir de base pour un accord conjoint final d'ici fin juin 2015, accord qui doit définir les engagements concernant le programme nucléaire de l'Iran en échange de la levée des sanctions économiques. Les projections présentées ici ne prennent pas en compte l'impact de la levée des sanctions sur l'activité économique, car les parties ne se sont pas encore accordées sur les détails du processus.

que lentement et partiellement. Pour les pays tributaires des concours extérieurs (Bahreïn, Oman, Yémen), les risques de financement et de refinancement pourraient s'accroître.

La baisse des cours du pétrole érode les excédents extérieurs et budgétaires enregistrés de longue date

D'après les hypothèses actuelles de cours pétroliers, la baisse escomptée des recettes d'exportations se chiffrerait en 2015 à 287 milliards de dollars (21 % du PIB) dans le CCG et à 90 milliards de dollars (11 % du PIB) dans les pays non membres du CCG (graphique 2). Du fait du repli des cours du pétrole, l'excédent du compte courant affiché de longue date par les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP fera place à un déficit de 22 milliards de dollars (1 % du PIB) en 2015.

Graphique 2.
Baisse des recettes d'exportations due à la chute des cours, 2015



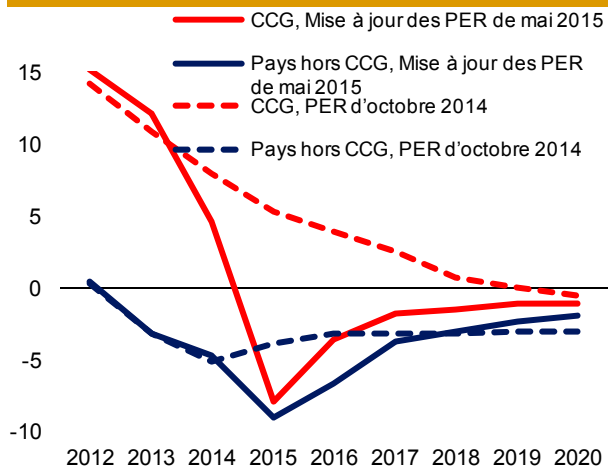
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
Note : pertes calculées à partir de l'écart prévu, en dollars, entre les exportations nettes de pétrole de 2015, sur la base des hypothèses de prix pour 2015 de la Mise à jour des PER de mai 2015 et des PER d'octobre 2014 et le volume des exportations nettes de pétrole des PER d'octobre 2014, après ajustements pour tenir compte des particularités de chaque pays.

Les excédents devraient se rétablir progressivement à moyen terme à un niveau de 3¼ % du PIB à l'horizon 2020, en raison à la fois de la remontée des cours du pétrole et de l'assainissement budgétaire programmé (graphique 3).

Les soldes budgétaires sont aussi sérieusement mis à mal par la chute des cours du pétrole. Dans le CCG, l'excédent global de 76 milliards de dollars (4½ % du PIB) de 2014 devrait se transformer en 2015 en un déficit de 113 milliards de dollars (8 % du PIB), qui

ne se résorbera que partiellement à moyen terme pour se situer à 1 % du PIB (graphique 3). Les pays non membres du CCG avaient déjà accusé en 2014 un déficit budgétaire (de 4¼ % du PIB), qui devrait se creuser à 9 % du PIB en 2015, avant de se stabiliser à moyen terme à 2½ % du PIB.

Graphique 3.
Solde budgétaire, 2012–20
(En % du PIB)



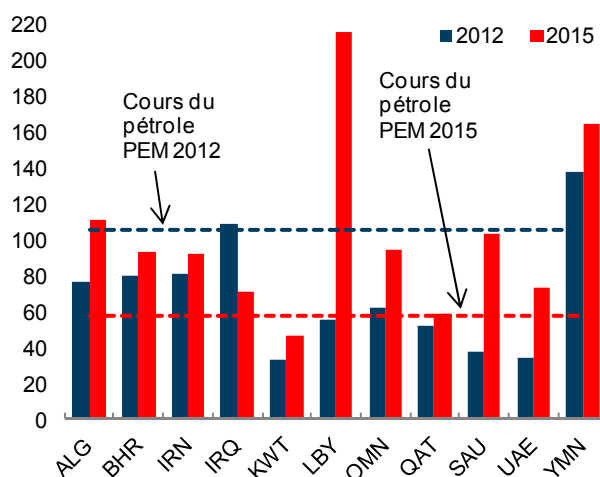
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

En raison de la forte hausse des dépenses ces dernières années, les budgets sont vulnérables à une chute des cours pétroliers. La plupart des pays de la région ne sont pas en mesure d'équilibrer leurs budgets lorsque le prix du pétrole avoisine les 60 dollars le baril (graphique 4).

Une baisse permanente des cours du pétrole a pour effet de réduire le revenu réel des pays exportateurs de pétrole et nécessite l'avancement des plans de rééquilibrage budgétaire. Les soldes budgétaires non pétroliers devraient s'améliorer de 2½ points de PIB en 2015, sous l'impulsion du Koweït, d'Oman, de l'Iraq et de la Libye. Dans les pays du CCG, les vastes réserves et les facilités de financement permettent un ajustement graduel (tableau 3 de la *Mise à jour des PER* de janvier 2015). La plupart de ces pays n'ont cependant pas encore annoncé de plans de rééquilibrage précis (tableau 1).

Dans les pays non membres du CCG, où les pertes de recette pétrolières et les réserves budgétaires sont plus modestes (graphique 2), les soldes non pétroliers devraient s'améliorer de 2¼ points de PIB non

Graphique 4.
Prix d'équilibre budgétaire, 2012 et 2015
(Dollars/baril)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

pétrolier en 2015, soit une révision de 1½ point par rapport à octobre dernier. En Libye, les dépenses d'investissement reculent en raison des menaces sécuritaires. La détente modérée de la situation budgétaire en Iran (de 1 % en 2015) s'explique par la baisse des cours du pétrole et l'accroissement prévu des dépenses d'investissement.

Opportunités de réforme budgétaire

Puisque les dépenses publiques sont le principal moteur de la croissance du secteur non pétrolier, il convient de faire en sorte que l'assainissement des finances publiques soit propice à la croissance. Cela peut se faire en limitant les dépassements de dépenses et en ralentissant la progression de la masse salariale du secteur public et des autres dépenses courantes et en veillant à la productivité des dépenses d'investissement.

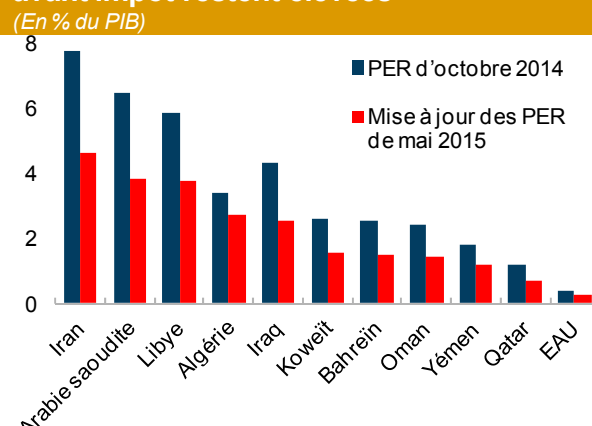
Tableau 1. Mesures budgétaires annoncées par les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (À fin mars 2015)	
CCG	
Bahreïn	Les autorités ont annoncé une majoration du prix du gaz naturel pour les usagers industriels (+ 11 %) et des cotisations d'assurance maladie des employés (payées par les employeurs) début 2015.
Koweït	Le budget 2015/16 prévoit une baisse de 18 % des dépenses publiques, les dépenses d'investissement étant protégées.
Oman	Le budget de 2015 prévoit une réduction des crédits à la défense, les dépenses d'investissement étant protégées.
Qatar	Pas d'annonce majeure. Le Qatar poursuit sa politique de maîtrise des dépenses courantes.
Arabie saoudite	Un vaste plan de dépenses représentant environ 4 % du PIB a été annoncé en février 2015.
EAU	Pas d'annonce majeure. Les EAU poursuivent leur stratégie de rééquilibrage progressif des finances publiques.
Hors CCG	
Algérie	Annonce d'un gel des recrutements dans le secteur public. Le budget 2015-16 vise à limiter la baisse des recettes pétrolières : i) en augmentant la part des recettes d'exportations pétrolières versée au budget et ii) en dépréciant le taux de change officiel (de 10 %).
Iran	
Iraq	Le budget 2015 prévoit des majorations des taxes non pétrolières et vise à contenir les dépenses (économies sur les salaires de la fonction publique, par exemple).
Libye	Pas d'annonce majeure.
Yémen	Baisse prononcée des subventions énergétiques prévue au premier semestre de 2015. Hausse de 50 % des transferts de la Caisse de protection sociale aux plus démunis (décembre 2014). Le rythme d'avancement dépendra de la situation sécuritaire.

Sources : autorités nationales; services du FMI.

Il serait souhaitable de réduire les subventions énergétiques universelles — qui restent élevées en dépit de la baisse du prix du pétrole (graphique 5) — tout en augmentant les transferts sociaux ciblés, car cela permettrait d'accroître les recettes publiques et de freiner le gaspillage de l'énergie. Si ces réformes sont différées, il faudra vraisemblablement procéder plus tard à un ajustement plus brutal et coûteux. La plupart des pays ont déjà lancé des réformes dans leurs systèmes de subventions (tableau 2).

La chute des cours du pétrole souligne combien les pays ont intérêt à s'affranchir de la dépendance à l'égard du pétrole. Pour compléter les efforts de maîtrise des dépenses, il y a lieu de rehausser l'efficacité des dépenses d'investissement en définissant l'ordre des priorités et en renforçant la supervision et la transparence des projets, en améliorant l'administration fiscale et en renforçant la mobilisation des recettes non pétrolières.

Graphique 5.
Les subventions des carburants avant impôt restent élevées¹
(En % du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹Le montant de la facture des subventions est calculé d'après les chiffres de 2013. Le calcul est fondé sur une analyse des écarts de prix qui figure dans le document du Conseil d'administration (SM/13/29) et le document du Département Moyen-Orient et Asie centrale 14/3.

Les banques sont solides, mais exposées à des risques plus élevés

La baisse des cours du pétrole a pesé sur les marchés financiers des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Les cours boursiers ont baissé et leur volatilité s'est accrue. Les marchés de l'immobilier donnent des signes de ralentissement.

Les banques du CCG devraient rester solides en dépit de la chute prononcée des cours du pétrole et du ralentissement de l'expansion du crédit, car elles ont au départ une bonne assise financière. Leur activité sera en outre soutenue par la poursuite — à un rythme cependant plus lent — des investissements publics dans les infrastructures qui sont le moteur de la croissance du secteur non pétrolier, du crédit bancaire et de la rentabilité. Il est possible que les liquidités diminuent du fait de la baisse des dépôts liés à l'industrie pétrolière et que les créances

improductives augmentent. Les banques sont cependant bien armées pour absorber les chocs.

Par contre, les établissements bancaires hors CCG sont plus vulnérables. Le système bancaire iranien donne déjà des signes de tensions systémiques à cause du niveau élevé des créances improductives, lui-même imputable au marasme économique et au retrait des correspondants bancaires du fait des sanctions. Au Yémen, des risques systémiques sont apparus en raison du fort endettement de l'État, sur fond de précarité budgétaire, de baisse des recettes pétrolières et d'aggravation du conflit. En Iraq, la détérioration du climat politique et économique grève un système bancaire déjà fragile.

Tableau 2. Mesures de réformes des subventions adoptées par les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP	
CCG	
Bahreïn	Les autorités ont annoncé une majoration du prix du gaz naturel pour les usagers industriels (+ 11 %) et des cotisations d'assurance maladie des employés (payées par les employeurs) début 2015.
Koweït	En janvier 2015, le gouvernement a majoré les prix du gazole et du kérozène (de + 50 %) et a établi un mécanisme de révision mensuelle des prix.
Oman	Pas d'annonce récente de réformes.
Qatar	Majoration de 50 % du prix du gazole en mai 2014. Début d'amélioration des technologies de désalinisation et sensibilisation à l'utilisation soutenable de l'énergie.
Arabie saoudite	Pas d'annonce récente de réformes.
EAU	Le prix de l'essence est le plus haut du CCG (mais inférieur aux niveaux internationaux). Abou Dhabi a majoré les tarifs de l'eau (+ 170 %) et de l'électricité (+ 40 %) en janvier 2015.
Hors CCG	
Algérie	Les autorités ont présenté le coût implicite des subventions dans le budget pour la première fois en 2014.
Iran	Les prix des carburants ont été majorés d'environ 30 % en mars-avril 2014. Une hausse de même ampleur pourrait avoir lieu en 2015.
Iraq	Pas d'annonce récente de réformes.
Libye	Deux initiatives en cours : i) contrôle de la carte nationale d'identité pour éviter les doublons; ii) réduction du nombre d'articles alimentaires subventionnés.
Yémen	Majoration en 2014 des prix de l'essence, du gazole et du kérozène de 20 %, 50 % et 100 %, respectivement. Établissement d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants prévu au premier semestre de 2015.

Sources : autorités nationales; services du FMI.

La grande urgence de la diversification

Les nouvelles réalités du marché mondial du pétrole accentuent l'urgente nécessité de renoncer aux modèles de croissance du passé basés sur les dépenses publiques qui sont tirées par l'industrie pétrolière et où la richesse pétrolière est partagée par le biais des subventions et de l'embauche des ressortissants nationaux dans la fonction publique. Ces modèles sont la cause de la faible croissance de la productivité et ne répondent pas suffisamment aux besoins de création d'emplois et de diversification économique².

Il faut passer à un nouveau modèle où la croissance économique et la création d'emplois sont tirées par un secteur privé diversifié. Les efforts visant à offrir des incitations à la création d'entreprises privées dans le secteur des biens échangeables, à mieux aligner l'éducation sur les besoins du secteur privé et à accroître l'emploi des ressortissants nationaux dans le secteur privé contribueraient largement à la réalisation des objectifs de diversification économique.

² La contribution de la productivité à la croissance potentielle était inférieure de 2 points dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP par rapport aux autres pays émergents et en développement durant la période 2008-14 (voir l'annexe I des PER d'octobre 2014).

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

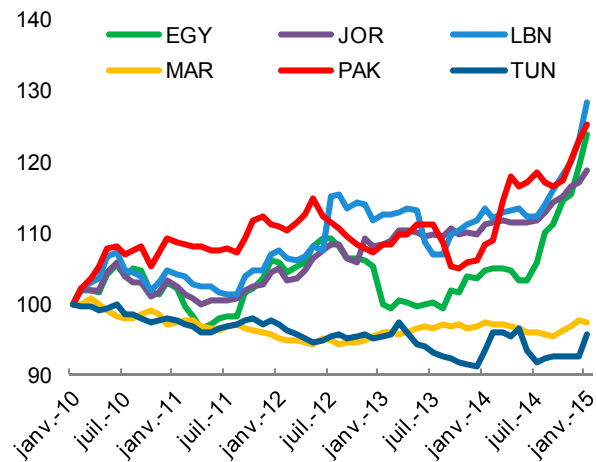
Une activité économique morose amorce une reprise en 2015

Après le repli de 2011, l'activité économique a été lente à se redresser dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP³. La croissance n'a pas dépassé 3 % en 2014 et le taux de chômage est resté proche de 11 %. Les aspirations nourries par l'amorce des transitions politiques dans le monde arabe n'ont pas encore été satisfaites et les populations attendent encore une amélioration des possibilités d'emploi et de création d'entreprises ainsi que des systèmes d'éducation et de santé.

En 2014, l'activité économique a été plombée par la croissance décevante des exportations, les menaces sécuritaires, et les goulets d'étranglement de l'offre non résolus. Les exportations ont souffert de la faible croissance de la zone euro (principal partenaire commercial du Maghreb) et de la perte de compétitivité. La valeur réelle des monnaies s'est appréciée (graphique 1) en raison de la hausse de leur valeur nominale par rapport à l'euro, due au renforcement du dollar américain auquel certains pays ont rattaché leur monnaie. Les menaces sécuritaires, ont découragé le tourisme (Égypte, Liban) et, couplées aux retombées des conflits régionaux (Iraq, Libye, Gaza, Syrie), ont érodé la confiance. L'évolution de la situation en Iraq et en Syrie a en outre provoqué d'énormes flux de réfugiés et perturbé les échanges commerciaux en Jordanie et au Liban, et aggravé l'impasse politique dans ce dernier pays. La perturbation des approvisionnements d'électricité (Égypte, Liban, Pakistan) et le faible niveau d'accès au crédit bancaire se sont conjugués aux vents contraires de la faible confiance et miné le dynamisme du secteur privé. La baisse des cours du pétrole, qui est intervenue tardivement et ne s'est que lentement répercutée sur les prix à la pompe, n'a guère permis de faire baisser les coûts de production et d'accroître les revenus disponibles.

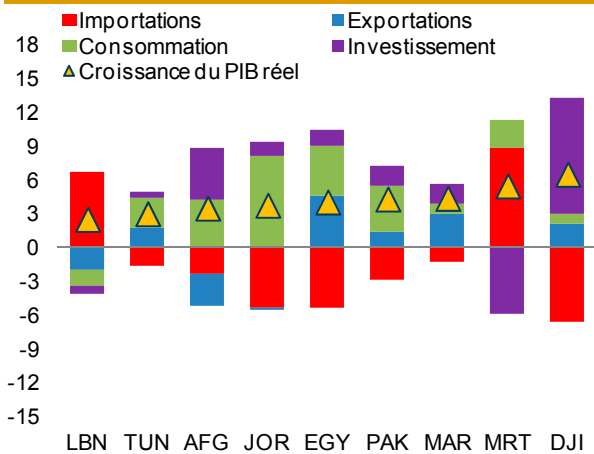
³ Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan et Tunisie.

Graphique 1.
Taux de change effectifs réels
(Indice, janvier 2010 = 100)



Source : base de données INS du FMI.

Graphique 2.
Moteurs de la croissance, 2015 :
les exportations et l'investissement
alliés à la consommation
(Contributions à la croissance du PIB réel en %)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Les projections laissent entrevoir un raffermissement de la croissance économique d'un point de PIB, qui la porterait à 4 % en 2015 (graphique 2). Les exportations devraient augmenter à la faveur du redressement progressif de la zone euro. La croissance de la demande intérieure devrait aussi s'accroître grâce à l'assouplissement de la politique monétaire

déjà engagé (Jordanie, Maroc), au moindre poids du rééquilibrage budgétaire et à l'augmentation des dépenses publiques pour des investissements générateurs de croissance dans les infrastructures, l'éducation et la santé. Des signes d'amélioration de la confiance sont apparus, notamment une baisse des primes de risque, une appréciation des valeurs boursières et un rebond de l'expansion du crédit. La confiance est aussi confortée par les progrès des transitions politiques réalisés l'an dernier avec la tenue d'élections et l'adoption de nouvelles constitutions. Beaucoup de gouvernements — dont les perspectives s'étendent désormais sur plusieurs années — entreprennent des réformes structurelles difficiles. Celles-ci devraient permettre de réduire les contraintes pesant sur l'offre (y compris les pénuries d'énergie), de promouvoir les investissements et les exportations, et de contrer les tensions à la hausse des taux de change réels. La baisse des cours du pétrole va vraisemblablement entretenir la confiance en aidant à remédier aux vulnérabilités des comptes budgétaires et extérieurs. Cependant, comme elle n'a guère de répercussions sur les prix à la pompe dans l'ensemble de la région, elle devrait avoir un faible impact direct sur la croissance, d'ailleurs contrebalancé par l'intensification des risques sécuritaires et des retombées des conflits. La consommation continuera à être soutenue par les envois de fonds de l'étranger, les dépenses salariales publiques et, dans certains cas, par des subventions.

Baisse graduelle du haut niveau d'inflation

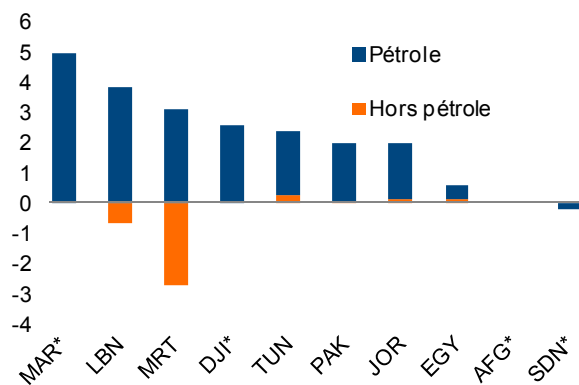
L'inflation va diminuer sensiblement en 2015 — de 2½ points pour tomber à 7 % — essentiellement sous l'effet de la baisse des prix alimentaires et des écarts de production négatifs encore prononcés. Dans la majeure partie de la région, la baisse des cours du pétrole est faiblement répercutée tandis que la suppression progressive des subventions et la dépréciation des monnaies exerceront des pressions haussières. Dans certains cas, l'élimination des subventions, la monétisation des déficits budgétaires, les politiques monétaires accommodantes et la dépréciation du taux de change nominal par rapport au dollar américain de l'année passée (Soudan, Tunisie) pourrait entretenir les tensions inflationnistes.

Les risques sont plutôt baissiers

Les risques au niveau régional et national sont plutôt orientés à la baisse. L'intensification des troubles sécuritaires et sociaux, ainsi que les lourdes retombées des conflits dans les pays voisins et les revers des transitions politiques et de l'exécution des réformes pourraient miner davantage les échanges commerciaux, la confiance et la stabilité macroéconomique.

Les risques exogènes sont aussi plutôt baissiers. Une croissance moins forte que prévu dans la zone euro, le CCG ou les pays émergents pourrait faire baisser le tourisme, les exportations, les envois de fonds de l'étranger et les concours financiers. La hausse attendue des taux d'intérêt américains ne devrait se répercuter que partiellement et lentement, car les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont peu intégrés aux marchés financiers mondiaux. Un fléchissement de la compétitivité pourrait créer de mauvaises surprises quant à la croissance des exportations. En revanche, des gains plus marqués à la suite de la chute des cours du pétrole ou une reprise économique plus rapide dans la zone euro pourrait stimuler la croissance.

Graphique 3.
Gains/pertes extérieurs dus à la baisse des cours des matières premières, 2015
(En % du PIB)



Note : Le manque de données empêche d'estimer les gains tirés de la baisse des matières premières non pétrolières par les pays marqués d'un astérisque. « Hors pétrole » désigne les gains/pertes imputables aux variations des cours des autres produits de base, y compris les produits miniers, les métaux et les denrées agricoles.
Sources : base de données WITS de la Banque mondiale; Haver; Perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI; autorités nationales; calculs des services du FMI.

Le pétrole moins cher réduit les vulnérabilités

La baisse des cours du pétrole devrait contribuer à réduire la vulnérabilité des comptes extérieurs et budgétaires cette année. Bien que l'avantage de la baisse de la facture des importations de pétrole soit en partie contrebalancé par la diminution des prix à l'exportation des matières premières non pétrolières (graphique 3), les gains nets des comptes extérieurs sont quand même considérables et estimés à 16 milliards de dollars (soit 1½ % du PIB) en 2015.

Pour l'essentiel, ces gains seront probablement épargnés par les secteurs public et privé, ce qui améliorerait le solde extérieur courant global de ½ point de PIB et les réserves de ¾ mois d'importations en 2015 (graphique 4).

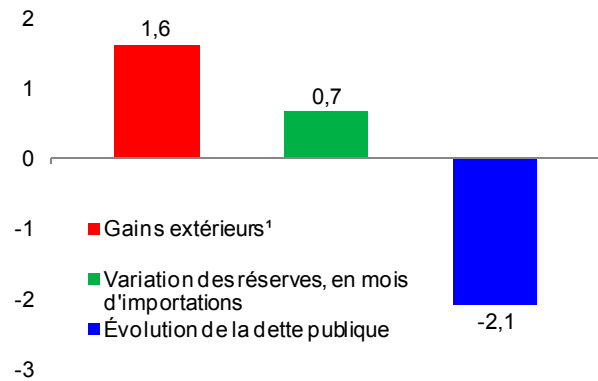
Là où la répercussion des cours internationaux sur les prix intérieurs des carburants est relativement importante et rapide (Liban, Pakistan), le réflexe d'épargne de précaution en réaction à l'incertitude de la durée du choc pétrolier et aux craintes suscitées par les transitions politiques en cours amènera probablement les ménages et les entreprises à épargner la majeure partie des gains résultant de la baisse des cours du pétrole. L'impulsion donnée à la consommation et à l'investissement par le reste des gains dans l'ensemble de la région devrait être contrebalancée par les effets négatifs sur la confiance de l'intensification des problèmes sécuritaires et des retombées régionales.

Dans les pays où la baisse des cours du pétrole ne se répercute guère sur les prix à la pompe à cause des subventions qui subsistent ou de la faible concurrence, les gains liés à la baisse des cours du pétrole seront principalement engrangés par les entreprises publiques de production d'énergie. Comme les entreprises privées, ces sociétés épargneront la majeure partie de ces gains, surtout compte tenu des profondes faiblesses de leurs bilans. Les économies budgétaires provenant de la diminution des subventions énergétiques (estimées à ½ % du PIB en 2015) profiteront principalement aux pays où ces subventions subsistent (par exemple, Égypte, Tunisie, Soudan). Compte tenu de l'ampleur de ces économies budgétaires et quasi-budgétaires, les projections de la dette publique pour

2015 ont été abaissées de 2 points à 75 % du PIB par rapport aux PER d'octobre 2014.

Graphique 4. Gains extérieurs et évolution des réserves et de la dette publique, 2015

(En % du PIB sauf indication contraire, révision entre les PER d'octobre 2014 et la Mise à jour de mai 2015)



MOANAP — Pays importateurs de pétrole

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

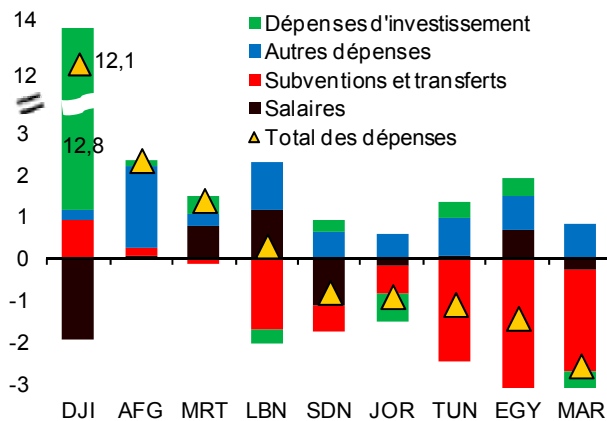
¹Sur la base des hypothèses de prix pour 2015 de 58,14 dollars (PEM d'avril 2015), contre 99,36 dollars (PEM d'octobre 2014).

Le rééquilibrage budgétaire réduit encore les vulnérabilités

Les réformes des subventions ont contribué à stopper la détérioration des déficits budgétaires, qui ont diminué de 1½ % point pour s'établir juste au-dessous de 8 % du PIB en 2014. Les économies les plus importantes sont venues de la baisse du coût des subventions énergétiques (graphique 5). Ces réformes ont dégagé une marge budgétaire permettant d'accroître la protection sociale et les transferts ciblés ainsi que les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé publique. La masse salariale et les dépenses d'investissement sont restées à peu près inchangées, sauf en Égypte où les augmentations dans les deux catégories ont été financées en grande partie par des dons du CCG. L'assainissement budgétaire et la baisse des factures énergétiques au quatrième trimestre de 2014 ont permis de réduire les déficits du compte courant et de renforcer les réserves extérieures. Les réserves de change ont augmenté de 12 milliards de dollars, passant de 4½ mois à plus de 5 mois d'importations en 2014. Le taux de couverture des réserves des deux plus grands pays de la région, l'Égypte et le Pakistan, reste cependant faible (environ 3 mois d'importations).

Graphique 5. Évolution des dépenses¹

(En % du PIB, 2013–15)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹ Pakistan non compris, par manque de données.

Les États devraient en principe continuer à rééquilibrer leurs finances publiques en 2015, en centrant cette fois leurs efforts sur les recettes. Les déficits budgétaires devraient diminuer d'encore un point à 7 % du PIB cette année. L'accroissement des recettes s'ajoutera à l'effet des coupes dans les dépenses en cours, grâce à une nouvelle stratégie privilégiant les mesures fiscales — élimination des exonérations, correction des niches fiscales, renforcement de l'administration et réformes de l'impôt sur le revenu (Jordanie) et établissement d'une TVA (Égypte). Le Liban et le Pakistan ont aussi majoré les taxes sur les carburants. Dans certains cas, le surcroît de recettes et les économies provenant de la réforme des subventions⁴ serviront en partie à financer l'augmentation des dépenses en infrastructures, éducation et santé. Les progrès de l'assainissement budgétaire, y compris l'épargne d'une partie des gains provenant de la chute de cours du pétrole, devraient renforcer la confiance et accroître la disponibilité de crédit bancaire pour l'investissement privé, et compenseraient donc en partie l'effet de freinage fiscal sur la croissance.

Bien que les déficits budgétaires diminuent, le financement des administrations publiques continue à peser sur le système bancaire. La forte concentration

des prêts à l'État et aux entreprises publiques représente un risque pour la stabilité bancaire, bien que les banques soient en général bien capitalisées, rentables et liquides, et que le montant élevé de créances improductives se soit largement stabilisé.

La politique macroéconomique doit concilier les objectifs de croissance et de stabilité

Puisque la stabilité des comptes budgétaires et extérieurs continue de préoccuper dans l'ensemble de la région, il conviendrait d'utiliser une large part des gains provenant de la baisse des cours du pétrole pour reconstituer les réserves et réduire la dette publique. Le repli des cours donne aussi l'occasion d'accompagner ce travail en poursuivant l'élimination des subventions énergétiques coûteuses et inefficaces, qui profitent aux riches (Égypte, Tunisie, Soudan), et en mettant en place des mécanismes d'ajustement automatique des prix des carburants. Là où la marge de manœuvre est déjà ample, les gains exceptionnels et les économies dégagées grâce à la réforme des subventions devraient être utilisées pour financer des dépenses génératrices de croissance et propres à stimuler la demande intérieure. Cependant, compte tenu de l'incertitude liée à la persistance de faibles cours du pétrole, les pays devraient éviter de prendre des engagements de dépenses irréversibles, tels que des majorations salariales de la fonction publique.

L'accroissement des réserves de change et le recul de l'inflation créent une situation favorable à l'assouplissement des régimes de change et de la politique monétaire pour soutenir la reprise économique. Les politiques monétaires accommodantes ont aussi souvent pour effet d'amortir l'impact de l'assainissement budgétaire sur la croissance de la demande intérieure. Il faut cependant faire preuve de prudence lorsqu'elles vont de pair avec une dépréciation du taux de change ou lorsque le taux d'inflation reste au-dessus de la barre des 10 %.

⁴ Voir les détails des réformes récentes dans les PER d'octobre 2014.

Région MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000–16

(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000–10	2011	2012	2013	2014	Projections	
						2015	2016
MOANAP¹							
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	4,4	4,8	2,4	2,6	2,9	3,8
Solde transactions courantes	9,1	13,0	12,3	9,8	6,4	-1,9	-0,1
Solde budgétaire global	3,5	1,9	3,0	0,4	-2,3	-7,9	-5,2
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	7,0	9,3	10,1	10,0	6,9	6,1	6,3
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP							
PIB réel (croissance annuelle)	5,5	5,3	5,7	2,1	2,4	2,4	3,5
Solde transactions courantes	13,2	18,1	18,2	14,7	10,0	-1,0	1,7
Solde budgétaire global	7,7	6,0	8,1	5,0	0,3	-8,4	-5,0
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	7,2	8,9	10,4	10,4	5,8	5,8	6,1
Dont : Conseil de coopération du Golfe							
PIB réel (croissance annuelle)	5,5	8,8	5,4	3,6	3,6	3,4	3,2
Solde transactions courantes	15,8	23,6	24,4	20,6	16,5	2,8	5,4
Solde budgétaire global	12,4	12,4	15,1	12,1	4,6	-7,9	-3,6
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	2,9	3,0	2,4	2,8	2,6	2,1	2,5
Importateurs de pétrole de la région MOANAP							
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	2,4	2,9	3,1	3,0	4,0	4,4
Solde transactions courantes	-1,6	-3,4	-6,2	-5,1	-4,0	-4,3	-4,5
Solde budgétaire global	-5,0	-7,1	-8,3	-9,5	-7,9	-7,0	-5,6
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6,5	10,2	9,3	9,1	9,4	6,9	6,5
MOAN¹							
PIB réel (croissance annuelle)	5,4	4,5	4,9	2,3	2,4	2,7	3,7
Solde transactions courantes	9,9	14,0	13,4	10,7	7,0	-2,0	0,0
Solde budgétaire global	4,4	3,0	4,3	1,5	-2,0	-8,4	-5,4
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6,9	8,8	10,0	10,3	6,7	6,3	6,5
Importateurs de pétrole de la région MOAN							
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	1,7	1,9	2,7	2,5	3,9	4,3
Solde transactions courantes	-2,0	-5,2	-8,4	-7,2	-5,5	-5,8	-6,0
Solde budgétaire global	-5,5	-7,4	-8,6	-10,5	-9,8	-8,5	-6,8
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6,0	8,5	8,6	10,1	10,0	8,2	7,7

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

¹Les données de 2011–16 excluent la République arabe syrienne.

Notes : Les données renvoient à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars) jusqu'en 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite, Iran (21 mars/20 mars), Qatar (avril/mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen;

Conseil de Coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Pays exportateurs de pétrole hors CCG : Algérie, Iran, Iraq, Libye et Yémen.

Importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie.

MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne 2000–10	2011	2012	2013	2014	Projections	
						2015	2016
Croissance du PIB réel	5,5	5,3	5,7	2,1	2,4	2,4	3,5
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>							
Algérie	3,9	2,8	3,3	2,8	4,1	2,6	3,9
Bahreïn	5,5	2,1	3,4	5,3	4,7	2,7	2,4
Iran, R.I. d'	5,3	3,7	-6,6	-1,9	3,0	0,6	1,3
Iraq	...	7,5	13,9	6,6	-2,4	1,3	7,6
Koweït	4,8	9,6	6,6	1,5	1,3	1,7	1,8
Libye	4,6	-62,1	104,5	-13,6	-24,0	4,6	17,7
Oman	3,6	4,1	5,8	4,7	2,9	4,6	3,1
Qatar	12,7	13,0	6,0	6,3	6,1	7,1	6,5
Arabie saoudite	5,1	10,0	5,4	2,7	3,6	3,0	2,7
Émirats arabes unis	4,8	4,9	4,7	5,2	3,6	3,2	3,2
Yémen	4,5	-12,7	2,4	4,8	-0,2	-2,2	3,6
Inflation des prix à la consommation	7,2	8,9	10,4	10,4	5,8	5,8	6,1
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>							
Algérie	3,3	4,5	8,9	3,3	2,9	4,0	4,0
Bahreïn	1,6	-0,4	2,8	3,3	2,5	2,1	1,5
Iran, R.I. d'	14,5	21,5	30,5	34,7	15,5	16,5	17,0
Iraq	20,7	5,6	6,1	1,9	2,2	3,0	3,0
Koweït	3,1	4,9	3,2	2,7	2,9	3,3	3,6
Libye	3,8	15,9	6,1	2,6	2,8	2,2	4,4
Oman	2,6	4,0	2,9	1,2	1,0	1,0	2,6
Qatar	5,0	1,9	1,9	3,1	3,0	1,8	2,7
Arabie saoudite	1,8	3,7	2,9	3,5	2,7	2,0	2,5
Émirats arabes unis	5,1	0,9	0,7	1,1	2,3	2,1	2,3
Yémen	11,0	19,5	9,9	11,0	8,2	8,1	7,5
Solde global des administrations publiques	7,7	6,0	8,1	5,0	0,3	-8,4	-5,0
<i>(Pourcentage du PIB)</i>							
Algérie	5,2	-1,2	-4,1	-1,8	-6,8	-12,9	-10,0
Bahreïn ¹	0,4	-1,5	-3,2	-4,3	-5,7	-9,9	-6,2
Iran, R.I. d' ²	2,5	-1,3	-1,9	-2,2	-1,8	-2,7	-2,3
Iraq	...	4,7	4,1	-5,8	-3,0	-10,0	-6,3
Koweït ¹	27,6	33,9	35,5	34,9	25,5	6,2	12,9
Libye	14,0	-15,9	27,8	-4,0	-43,5	-68,2	-43,3
Oman ¹	9,6	9,4	4,7	3,2	-1,5	-14,8	-11,6
Qatar	9,2	10,2	14,2	20,5	14,5	5,6	1,9
Arabie saoudite	10,8	12,0	14,7	8,7	-0,5	-14,2	-8,1
Émirats arabes unis ³	11,6	6,3	10,9	9,9	6,0	-3,0	0,0
Yémen	-2,2	-4,5	-6,3	-6,9	-4,1	-5,3	-5,1
Solde des transactions courantes	13,2	18,1	18,2	14,7	10,0	-1,0	1,7
<i>(Pourcentage du PIB)</i>							
Algérie	14,5	9,9	5,9	0,4	-4,3	-15,7	-13,2
Bahreïn	5,9	11,2	7,2	7,8	5,3	-2,1	-0,7
Iran, R.I. d'	5,4	10,5	6,3	7,4	3,8	0,8	1,2
Iraq	...	12,0	6,7	1,3	-3,5	-9,6	-3,6
Koweït	30,7	42,7	45,2	39,6	35,3	15,7	19,3
Libye	25,4	9,1	29,1	13,6	-30,1	-52,8	-30,9
Oman	8,7	13,2	10,3	6,6	2,2	-15,0	-13,0
Qatar	19,1	30,6	32,6	30,8	25,1	8,4	5,0
Arabie saoudite	15,6	23,7	22,4	17,8	14,1	-1,0	3,7
Émirats arabes unis	11,7	14,7	18,5	16,1	12,1	5,3	7,2
Yémen	0,7	-3,0	-1,7	-3,1	-1,6	-2,2	-1,5

Sources: autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : Les variables se rapportent à l'exercice budgétaire pour l'Iran (21 mars/20 mars) et le Qatar (avril/mars).

¹Administration centrale.

²Administration centrale et Fonds national de développement, à l'exclusion de l'organisation des subventions ciblées.

³Administration centrale et administration des États. L'administration centrale comprend l'administration budgétaire centrale, les fonds extra-budgétaires et les caisses de sécurité sociale.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	Projections	
	2000–10					2015	2016
Croissance du PIB réel	5,0	2,4	2,9	3,1	3,0	4,0	4,4
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>							
Afghanistan, Rép. d'	...	6,5	14,0	3,7	1,5	3,5	4,9
Djibouti	3,5	4,5	4,8	5,0	6,0	6,5	7,0
Égypte ¹	5,0	1,8	2,2	2,1	2,2	4,0	4,3
Jordanie	6,1	2,6	2,7	2,8	3,1	3,8	4,5
Liban	5,1	0,9	2,8	2,5	2,0	2,5	2,5
Mauritanie	4,5	4,4	6,0	5,7	6,4	5,5	6,7
Maroc	4,6	5,0	2,7	4,4	2,9	4,4	5,0
Pakistan	4,5	3,6	3,8	3,7	4,1	4,3	4,7
Soudan ²	7,3	-1,2	-3,5	3,7	3,4	3,3	3,9
République arabe syrienne ³	4,3	...	...	...	...	...	...
Tunisie	4,4	-1,9	3,7	2,3	2,3	3,0	3,8
Cisjordanie et Bande de Gaza ⁴	3,3	11,2	6,9	1,9	-0,8	0,9	4,2
Inflation des prix à la consommation	6,5	10,2	9,3	9,1	9,4	6,9	6,5
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>							
Afghanistan, Rép. d'	...	11,8	6,4	7,4	4,6	3,7	5,5
Djibouti	3,5	5,1	3,7	2,4	2,9	3,0	3,5
Égypte ¹	7,9	10,1	7,1	9,5	10,1	9,8	10,1
Jordanie	3,8	4,2	4,5	4,8	2,9	1,2	2,5
Liban	2,6	5,0	6,6	4,8	1,9	1,1	2,8
Mauritanie	6,3	5,7	4,9	4,1	3,5	4,5	4,6
Maroc	1,8	0,9	1,3	1,9	0,4	1,5	2,0
Pakistan	7,4	13,7	11,0	7,4	8,6	4,7	4,5
Soudan ²	9,1	18,1	35,5	36,5	36,9	19,0	10,5
République arabe syrienne ³	4,9	...	...	...	...	...	...
Tunisie	1,5	3,5	5,1	5,8	4,9	5,0	4,1
Cisjordanie et Bande de Gaza ⁴	4,0	2,9	2,8	1,7	1,7	1,6	2,6
Solde global des administrations publiques	-5,0	-7,1	-8,3	-9,5	-7,9	-7,0	-5,6
<i>(Pourcentage du PIB)</i>							
Afghanistan, Rép. d' ⁵	...	-0,6	0,2	-0,6	-2,2	-0,1	-0,6
Djibouti	-2,1	-1,0	-2,6	-5,4	-12,0	-13,1	-12,5
Égypte ¹	-7,3	-9,8	-10,5	-14,1	-13,6	-11,8	-9,4
Jordanie ⁵	-4,2	-5,7	-8,9	-11,1	-10,3	-2,9	-1,5
Liban ⁵	-12,7	-5,9	-8,4	-8,7	-7,1	-9,1	-8,6
Mauritanie ^{5,6}	-3,4	0,0	2,5	-0,9	-3,6	-1,3	-1,4
Maroc ⁵	-3,7	-6,7	-7,4	-5,2	-4,9	-4,3	-3,5
Pakistan ⁷	-3,9	-6,9	-8,4	-8,1	-4,7	-4,7	-3,8
Soudan ²	-1,2	0,2	-3,3	-2,3	-1,0	-1,5	-1,4
République arabe syrienne ³	-2,7	...	...	...	...	...	...
Tunisie ⁸	-2,4	-3,2	-4,8	-6,0	-3,8	-5,1	-3,4
Cisjordanie et Bande de Gaza ⁴	-27,6	-15,8	-15,1	-12,5	-12,1	-15,1	-14,0
Solde des transactions courantes	-1,6	-3,4	-6,2	-5,1	-4,0	-4,3	-4,5
<i>(Pourcentage du PIB)</i>							
Afghanistan, Rép. d'	...	6,4	6,3	7,5	5,7	3,1	0,5
Djibouti	-6,2	-13,7	-20,3	-23,3	-27,4	-28,7	-23,2
Égypte ¹	0,9	-2,6	-3,9	-2,4	-0,8	-3,3	-4,3
Jordanie	-4,5	-10,2	-15,2	-10,3	-7,0	-7,6	-6,6
Liban	-13,9	-15,1	-24,3	-26,7	-24,9	-22,2	-21,7
Mauritanie	-13,1	-6,0	-26,5	-24,8	-27,6	-14,6	-21,9
Maroc	0,1	-8,0	-9,7	-7,6	-5,9	-4,2	-4,0
Pakistan	-1,3	0,1	-2,1	-1,1	-1,2	-1,3	-1,4
Soudan ²	-5,3	-0,4	-9,3	-8,6	-5,1	-4,0	-3,6
République arabe syrienne ³	-0,4	...	...	...	...	...	...
Tunisie	-3,0	-7,4	-8,2	-8,3	-8,9	-6,4	-5,2
Cisjordanie et Bande de Gaza ⁴	-19,0	-19,8	-16,2	-13,0	-19,9	-19,7	-20,6

Sources: autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : Les variables se rapportent à l'exercice budgétaire pour l'Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite) ainsi que pour l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin), sauf l'inflation.

¹ Les projections ne tiennent pas compte de l'impact potentiel des accords d'investissement conclus lors de la Conférence sur le développement économique de mars 2015.

² Les données de 2011 excluent le Soudan du Sud après le 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà se rapportent au Soudan actuel.

³ Les données pour 2011–16 excluent la Syrie en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

⁴ La Cisjordanie et la Bande de Gaza ne sont pas membres du FMI et ne sont incluses dans aucun des agrégats.

⁵ Administration centrale. Pour la Jordanie, inclut les transferts à la compagnie d'électricité.

⁶ Comprend les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

⁷ Le solde budgétaire inclut les dons.

⁸ Inclut les coûts de recapitalisation bancaire et les paiements d'arriérés.